

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

A Orléans, le 21 novembre 2018

Unité départementale du Loiret

Installations classées

SARL Centrale Biogaz de Lugère

**Projet d'arrêté d'autorisation
environnementale relatif à l'exploitation d'une
unité de méthanisation située sur la
commune de MARNY LES USAGES**

Rapport de l'inspection des installations classées

I) Présentation générale :

La société SARL Centrale Biogaz de Lugère, filiale du groupe VOL-V, a déposé le 18 octobre 2017 une demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une unité de méthanisation implantée sur le Parc Technologique « Orléans Charbonnière », au nord-est d'Orléans sur la commune de Marny-les-Usages. Cette demande comprend également la demande d'autorisation d'épandre les digestats produits sur 47 communes du Loiret et d'Eure et Loir. Ce dossier a été complété en date du 23 mai 2018 et reconnu recevable (complet et régulier) le 28 mai 2018 par l'inspection des installations classées.

II) Contexte réglementaire :

Lors du dépôt de la demande, le projet était soumis à la procédure d'autorisation environnementale (AE) relative à la réglementation ICPE et IOTA (loi sur l'eau).

Le projet était également soumis à un examen au cas par cas en vertu des rubriques (n° 1 et 26) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement relatif au projet soumis à évaluation environnementale (EE).

Comme l'autorise la notice du CERFA n°14734*03 (relatif à la demande d'examen au cas par cas), la SARL Centrale Biogaz de Lugère a choisi de réaliser directement une étude d'impact et de soumettre son projet à évaluation environnementale (EE). Le projet a donc été transmis à l'autorité environnementale pour avis.

Au cours de l'instruction, la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) a été modifiée par décret en date du 6 juin 2018. Initialement soumis au régime de l'autorisation environnementale pour la rubrique 2781 de la nomenclature ICPE (méthanisation de déchets non dangereux), le projet est passé sous le régime de l'enregistrement ICPE. Cette procédure « d'autorisation

simplifiée ICPE» portant la procédure d'autorisation IOTA, le projet est donc soumis aujourd'hui à enregistrement.

Toutefois, en application de l'article R.512-46-30 du code de l'environnement, l'instruction a continué de suivre la procédure d'autorisation environnementale initialement prévue.

III) Classement administratif :

a) relatif à la réglementation ICPE

Les installations projetées relèvent du régime d'enregistrement prévue à l'article L.512-7 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique et alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Classement
2781-1-b	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production : 1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j	L'unité de méthanisation aura une capacité de traitement de 70,4 t/j de déchets non dangereux. Les matières du gisement prévisionnel sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">▪ matières provenant des industries agroalimentaires,▪ effluents d'élevage : fumiers, lisiers, etc.,▪ déchets végétaux et autres matières végétales,▪ boues et graisses, hors boues de stations d'épuration urbaine et d'assainissements non collectifs,▪ sous-produits animaux de catégorie C3 et biodéchets assimilés.	E
2781-2-b	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j		
2910-A	Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est inférieure à 1MW.	Le projet disposera d'une chaudière fonctionnant au biogaz et au gaz naturel d'une puissance thermique nominale de 0,8 MW	NC
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221 ou 3642. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant inférieure ou égale à 100 kW	Le broyeur utilisé pour la préparation de certains intrants solides (substances végétales ou organiques) aura une puissance installée inférieure à 100 kW	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et nappes ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t au total.	Pour la distribution de carburant, le projet disposera d'une cuve aérienne double peau de FOD d'un volume de 3 m³, soit environ 2,5 t. Pour l'alimentation du groupe électrogène, le projet disposera d'une cuve aérienne double peau de FOD d'un volume de 1 m³, soit environ 0,88 t. Quantité totale maximale sur le site : 3,38 t	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au	Distribution de FOD pour les engins de manutention. Le	

	public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant distribué étant supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total.	volume annuel distribué sera inférieur à 15 m³ /an.	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t.	Stockage d'hypochlorite de sodium (javel) à 15 % dans une cuve de 2 m³ pour l'unité de traitement par cryogénie, soit 2,42 t.	NC
4802-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 300 kg	Emploi de fluides frigorigènes (R410A, R407C, R134A ou R32) pour l'épuration du biogaz : quantité présente inférieure à 30 kg	NC

E Enregistrement ; NC Installations et équipements non classés

b) Relatif à la réglementation IOTA (loi sur l'eau)

L'épandage des digestats relève du régime de l'autorisation prévu à l'article L.214-3 du code de l'environnement, au titre de la rubrique listée dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (opération)	Nature de l'installation	Classement
2.1.4.0	Epandage d'effluents ou de boues, à l'exception de celles visées à la rubrique 2.1.3.0 et à l'exclusion des effluents d'élevage, la quantité d'effluents ou de boues épandues présentant les caractéristiques suivantes : 1° Azote total supérieur à 10 t/an ou volume annuel supérieur à 500 000 m³/an ou DBO5 supérieure à 5 t/an	La quantité d'azote dans les boues ou effluents épandus sera de 145 t/an pour le digestat solide et 18 t/an pour le digestat liquide, soit une quantité totale d'azote de 163 t/an	A

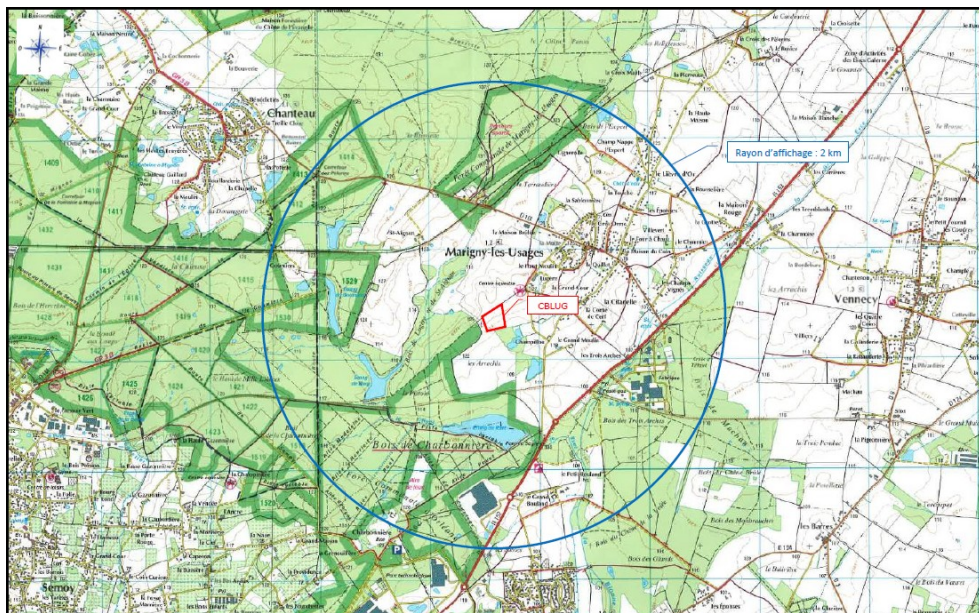
III) Présentation de la demande

La demande d'autorisation de la société Centrale Biogaz de Lugère, concerne l'exploitation d'une unité de méthanisation. La capacité de traitement de cette installation sera de 70,4 tonnes de déchets maximum par jour soit 25 680 tonnes/an.

Le biogaz issu de la dégradation anaérobie des déchets sera valorisé après épuration par une injection dans le réseau de distribution de gaz de GrDF. Les digestats (résidus de la digestion) seront valorisés en agriculture au regard de leur intérêt agronomique fertilisant.

Les matières organiques traitées seront issues des départements de la région Centre-Val de Loire et des départements limitrophes au département du Loiret. Il s'agit de déchets d'industries agroalimentaires, d'effluents d'élevage, de déchets végétaux, de boues et de graisses autres que celles de station d'épuration urbaine et des sous-produits animaux de catégorie C3 et biodéchets assimilés.

Le projet a prévu de s'implanter au sein de la ZAC n°3 du Parc Technologique d'Orléans Charbonnière, situé au nord-est d'Orléans sur la commune de Marigny-les-Usages sur une parcelle de 25 312 m². Cette parcelle est identifiée dans le plan local d'urbanisme de Marigny-Les-Usages en zone urbaine (Uzea) qui autorise l'implantation des ICPE sous réserve de ne pas aggraver les risques de pollution, de nuisances ou d'insalubrité pour la zone ou le voisinage.



Plan de localisation de l'unité de méthanisation.

La quantité de biogaz produit, est estimé à 4 525 000 Nm³/an.

La quantité de digestats produite annuellement est estimée à

- 18 757 tonnes de matière brute par an à 27 % de siccité, soit de 5 064 tonnes de matière sèche de digestats solides ;
- 3 184 m³ par an à 7 % de siccité, soit 222 tonnes de matière sèche de digestats liquides.

Présentation du process :

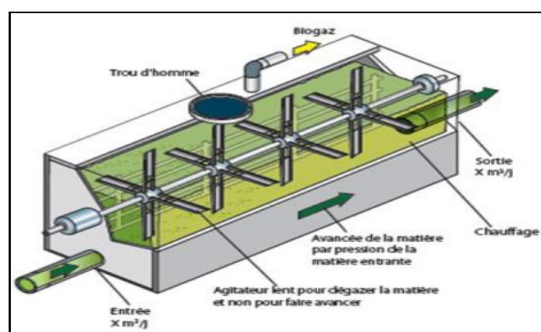
Les matières organiques réceptionnées sont entreposées en fonction de leurs caractéristiques soit :

- sur des aires extérieures étanches pour les matières solides peu odorantes ;
- dans un bâtiment fermé équipé de système de traitement de l'air pour les matières solides odorantes ;
- dans une cuve de réception pour les matières liquides ;
- dans une fosse fermée réservée aux sous-produits d'origine animale.

Les intrants solides feront l'objet d'une première phase de broyage avant leur introduction dans le méthaniseur. Les sous-produits d'origine animale feront également l'objet d'une phase d'hygiénisation (pasteurisation à 70 °C pendant 60 mn) avant la phase de broyage.

Les intrants sont ensuite introduits dans une grande cuve, le digesteur principal où se produit la digestion des matières organiques (dans le cas présent il s'agit d'un digesteur à piston).

Schéma de principe d'un digesteur piston (Source : www.methaqtion.fr)



A l'issue de cette première étape, les digestats liquides et les gaz produits subissent une post-digestion dans une autre cuve appelée « le post digesteur ».

A l'issue de cette seconde phase, le biogaz subit une phase d'épuration et de compression avant d'être injecté dans le réseau de distribution de gaz de GrDF.

Les digestats solides sont stockés dans un premier temps à l'intérieur du bâtiment durant leur refroidissement et entreposés dans un second temps sur des aires extérieures étanches dans l'attente de leur épandage sur les terres agricoles.

Les digestats liquides sont stockés dans des poches de stockage d'un volume global de 2 500 m³ dans l'attente de leur épandage sur terres agricoles.

Concernant le plan d'épandage

L'ensemble des parcelles retenues dans le plan d'épandage présenté par l'exploitant ont fait l'objet d'une évaluation de leur aptitude à recevoir les digestats au regard des contraintes environnementales et réglementaire. La liste des parcelles, la surface épandable et les causes de l'exclusion de certaines surfaces ont été annexées au projet d'arrêté préfectoral.

Le plan d'épandage prévisionnel présenté par l'exploitant pour la valorisation des digestats porte sur environ 5 090 hectares mises à disposition par 43 exploitants agricoles répartis sur deux départements, le Loiret (44 communes) et l'Eure-et-Loir (3 communes), (correspondant respectivement à 5 290,98 ha et 63,70 ha). La majorité des parcelles est située à moins de 25 kilomètres de l'installation de méthanisation projetée. Quelques terres sont situées à 35 km au plus de l'installation projetée.

La dose d'apport a été déterminée au regard :

- du type de culture avec un objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tous apports confondus,
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, dans les sous-produits et dans les autres apports,
- des teneurs en éléments ou substances indésirables dans les sous-produits à épandre,
- des flux cumulés en éléments ou substances indésirables,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années,
- des besoins des sols eu égard au stock que ceux-ci recèlent déjà.

Au regard de ces contraintes la dose d'apport a été fixée à 18,64 tonnes de matière brute/ha de digestats solides et 17,98 m³/ha de digestats liquides.

Concernant les dates d'épandage ;

Les dates autorisant les épandages de fertilisants organiques dépendent de l'aptitude à la minéralisation du produit, qui se mesure par le rapport carbone/azote (C/N) du produit.

Les digestats solides de la Centrale Biogaz de Lugère (C/N = 13,5) pourraient donc être considérés comme un fertilisant de type I (C/N > 8). Cependant, la forte proportion de NH₄ traduit une importante disponibilité de l'azote en première année. Les digestats solides seront donc, dans un premier temps, considérés comme des fertilisants de type II, malgré leur C/N élevé. Cette interprétation pourra évoluer au cours du suivi des digestats, notamment avec la cinétique de minéralisation de l'azote des digestats solides qui sera réalisée dès les premières productions. La réglementation applicable aux fertilisants de type I figure néanmoins dans ce dossier au cas où les digestats solides seraient requalifiés par la suite. Les digestats liquides de la Centrale Biogaz de Lugère (C/N = 4,7) sont donc considérés comme un fertilisant de type II (C/N < 8).

■ Tableau 1: Périodes d'interdiction et d'autorisation d'épandage des fertilisants de type I et II selon les types de culture :

Occupation des sols (prochaine récolte)	Périodes d'interdiction Fertilisants de type II	Périodes d'interdiction Fertilisants de type I
Grandes cultures d'automne (sauf colza)	Du 1 ^{er} octobre au 31 janvier	Du 15 novembre au 15 janvier
Colza d'automne	Du 15 octobre au 31 janvier	Du 15 novembre au 15 janvier
Prairies de plus de 6 mois	Du 15 novembre au 15 janvier	Du 15 décembre au 15 janvier
Sols non cultivés	Toute l'année	Toute l'année
Culture implantées au printemps non précédées d'une CIPAN ou d'une culture dérobée	Du 1 ^{er} juillet au 31 janvier	Du 1 ^{er} juillet au 15 janvier
Culture implantées au printemps et précédées d'une culture dérobée ou CIPAN	Du 1 ^{er} juillet à 15 jours avant l'implantation de la CIPAN ou de la dérobée et de 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou la récolte de la dérobée et jusqu'au 31 janvier**	Du 1 ^{er} juillet à 15 jours avant l'implantation de la CIPAN ou de la dérobée et de 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou la récolte de la dérobée et jusqu'au 15 janvier*

* Les épandages de fertilisants de type I sont autorisés sur cultures intermédiaires piège à nitrates (CIPAN) et cultures dérobées dans la limite de 70 kg d'azote efficace par hectare. Cette limite peut être portée à 100 kg d'azote par hectare dans le cas d'un plan d'épandage soumis à autorisation sous réserve que l'étude d'impact conclue à l'innocuité d'une telle pratique et qu'un dispositif de surveillance soit mis en œuvre.
 ** Epandage autorisé mais limité à 50 kg N ammoniacal/ha

Le suivi des épandages :

Conformément à la réglementation (arrêté ministériel du 12/08/10) l'exploitant assurera un suivi agronomique de ses épandages notamment par :

- la réalisation annuelle d'un programme prévisionnel d'épandage,
- la tenue d'un registre d'épandage,
- un suivi analytique des sous-produits épandus et des parcelles du plan d'épandage,
- la réalisation d'un bilan annuel des épandages.

IV - Principaux impacts du projet :

1) Impact sur le paysage :

Le projet sera implanté sur la ZAC n°3 du Parc Technologique Orléans Charbonnière situé au nord de l'agglomération Orléanaise. Le paysage actuel est composé de terres cultivées et des zones boisées. A terme, le Parc sera occupé par des bâtiments de type industriel.

Le dossier justifie la prise en compte des exigences du PLU de la ville sur cette ZAC et prévoit une hauteur maximale des bâtiments de 12 m ainsi que la plantation d'une haie d'arbres et arbustes autour du site pour favoriser l'intégration paysagère du projet. Le dossier démontre que l'incidence du projet sur le paysage sera faible.

2) Impact sur le bruit :

Les principales sources de nuisances sonores du projet seront liées au fonctionnement du méthaniseur (broyeur, pompes, presses à vis, chaudière, épurateur, traitement de l'air vicié, agitateurs, ligne paille, etc.) et au trafic routier propre à l'exploitation (apport des déchets, sorties des digestats...).

Le méthaniseur sera en fonctionnement 24h/24 et 7j/7, toute l'année. Les opérations de livraison/expédition et de broyage ne seront effectuées que pendant la période réglementaire de jour (de 7h à 22h).

Une campagne de mesures acoustiques a été réalisée le 12/05/2017 afin de déterminer le niveau sonore de la zone d'étude, avant l'implantation de la nouvelle unité de méthanisation. Sur cette base, une simulation acoustique a été réalisée afin d'évaluer l'impact sonore du projet en limite de propriété et au niveau des Zones d'Émergence Réglementée (ZRE).

Les résultats montrent que, de jour comme de nuit :

- les niveaux sonores calculés en limite de propriété respectent les valeurs maximales admissibles fixées dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997,

- les émergences prévisionnelles au droit des Zones à Emergence Réglementée respectent les émergences maximales admissibles définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Dans son dossier le pétitionnaire s'engage à réaliser une campagne de mesures acoustiques dans un délai de six mois après la mise en service de l'installation.

3) Impact des rejets atmosphériques :

Dans ce chapitre sont présentés l'impact des rejets atmosphériques et la problématique des odeurs.

3.1) Concernant l'impact olfactif de l'installation :

Lors de la transformation des matières organiques, le procédé de méthanisation est conduit en milieu fermé et confiné. Il n'y a donc pas d'odeur émise. Toutefois, le stockage et l'insertion de la matière organique dans le digesteur sont susceptibles de provoquer des dégagements d'odeurs.

Le digestat, est bien moins odorant que la matière brute. Il est stabilisé et désodorisé. En amont du process, les matières susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives seront entreposées dans un bâtiment fermé équipé d'une installation de traitement de l'air pour une meilleure maîtrise des émissions d'odeurs et ainsi une réduction de l'impact olfactif.

Dans son rapport, l'exploitant a présenté trois systèmes de traitement susceptibles d'être installés sur le site de Marigny-les-Usages. Il s'agit soit d'un biofiltre, soit d'un biolaveur, soit d'un lavage acide.

Le biofiltre :

L'air à traiter traverse un matériau (tourbe, bois, fibres de coco, etc.) sur lequel sont fixés les micro-organismes épurateurs. Le flux à traiter apporte une grande partie des nutriments nécessaires aux micro-organismes ainsi que de l'oxygène. Le bon fonctionnement d'un biofiltre requiert le maintien d'un taux d'humidité constant, permis par l'arrosage du système. L'eau est recirculée autant que possible. Cette technologie évite d'employer des réactifs chimiques tels que la soude ou le chlore.

Le biolaveur :

Le système de biolaveur présente un principe général très similaire au biofiltre. Le flux d'air à traiter traverse un support sur lequel sont présentes des bactéries épuratrices qui vont consommer les composés odorants présents dans le flux d'air. Ce système prend généralement la forme d'un caisson fermé dans lequel est disposé un support minéral ou plastique sur lequel viennent s'implanter les bactéries épuratrices. Le média ne nécessite pas de renouvellement mais du fait d'une aspersion plus importante, il est nécessaire de renouveler les bactéries par ensemencements réguliers ainsi que d'apporter des nutriments pour maintenir ces bactéries actives si le flux d'air à traiter ne suffit pas à maintenir leur développement. Le flux d'air traité est extrait du caisson par une cheminée placée sur le haut du caisson. Ce système est beaucoup plus compact que le biofiltre sur média organique, car la structure du média permet une surface d'échange beaucoup plus importante à volume constant de média. Ainsi, l'emprise au sol de ce système est réduite par rapport à la solution biofiltre. La hauteur de média dans le caisson peut varier de manière à maintenir l'efficacité du traitement.

Le lavage acide :

Il est également prévu la possibilité de traiter l'air par un système de lavage acide.

Cette étape peut permettre de traiter l'air à elle seule mais peut également être utilisée comme pré-traitement en amont d'un système de biofiltration. Elle a notamment la particularité de capter les éventuelles poussières présentes dans le flux d'air sans induire de phénomène de colmatage, contrairement au système de biofiltration.

Le lavage est réalisé dans une tour de lavage. Le flux d'air croise à contre-courant un flux de liquide acide (généralement une solution d'acide sulfurique faiblement concentrée) qui permet d'une part de faire retomber les poussières et d'autre part de réduire fortement l'azote ammoniacal présent dans l'air à traiter.

Ce système est également dimensionné sur la base du flux d'air à traiter.

Si cette solution est choisie, une cuve de stockage d'acide sulfurique d'une capacité de 10 m³ sera installée. Elle disposera d'une capacité de rétention de 100% de sa capacité, conformément à la réglementation.

L'inspection propose que trois mois avant la mise en service de l'installation, l'exploitant transmette à l'inspection des installations classées un dossier technique (présentant les caractéristiques, dimensionnement, modalités d'entretien...) du système retenu. Cette prescription est intégrée au projet d'arrêté préfectoral.

3.2) Réglementation applicable sur les odeurs

L'arrêté ministériel du 12 octobre 2010 relatif aux installations de méthanisation soumise à enregistrement ne fixe pas de valeur limite concernant les odeurs émises dans l'environnement. Il impose seulement un état initial des odeurs perçues dans l'environnement du site avant la mise en service de l'installation.

Dans son dossier l'exploitant a présenté une modélisation des odeurs générées par l'installation, prenant en compte à la fois les sources canalisées (biofiltre) mais aussi des sources potentielles diffuses telles que les ouvertures des portes du bâtiment, le transfert des intrants solides vers le bâtiment, les mouvements de digestats solides.

La simulation de dispersion des odeurs montre que la zone d'impact maximal est située au sein de la parcelle du méthaniseur. Les données météorologiques ont été prises en considération pour cette dispersion et notamment un vent dominant de secteur sud-ouest. Il apparaît qu'au niveau de l'habitation la plus exposée (habitation du centre équestre), la concentration d'odeurs atteinte 2% du temps (percentile 98) sera de 4,68 Unité d'Odeur/m³ (UO/m³).

Bien qu'aucune valeur limite ne lui soit applicable, l'exploitant s'est engagé à ne pas dépasser une concentration d'odeurs de 5 UO/m³ plus de 2% du temps au niveau des premières habitations. Cette valeur, tirée de la réglementation applicables aux installations de compostage sera reprise dans l'arrêté préfectoral.

De même, afin de vérifier le respect de cette prescription, un état des perceptions odorantes présentes dans l'environnement du site, avant la mise en route de l'installation (état zéro) et un an après la mise en service de l'installation sont également prescrits dans l'AP.

3.3) Concernant les autres rejets atmosphériques

Les autres rejets atmosphériques du projet seront liés aux rejets de la chaudière.

Occasionnellement les rejets atmosphériques pourront provenir d'un groupe électrogène (fonctionnement au fioul) utilisé comme secours électrique et des rejets d'une torchère utilisée pour détruire le biogaz en cas d'impossibilité d'injecter celui-ci dans le réseau.

Rejets de la chaudière :

La chaudière sera utilisée pour la production d'eau chaude pour le procédé de méthanisation (chauffage du digesteur, du post-digesteur et de la cuve d'hygiénisation). Elle sera alimentée essentiellement par du biogaz prétraité (asséché, refroidi et filtré). Elle sera également alimentée en gaz naturel au démarrage de l'installation (montée en charge du digesteur) et en cas de maintenance (indisponibilité du biogaz). De part sa puissance nominale (inférieure à 1MW) cette chaudière ne sera pas classée pour la rubrique 2910 de la nomenclature ICPE. De plus, dans la mesure où le biogaz est prétraité avant sa combustion, il n'apparaît pas nécessaire de suivre les émissions associées à sa combustion.

Rejets de la torchère :

Au vu de la circulaire du 10/12/2003 relative aux installations de combustion utilisant du biogaz, les torchères sont considérées comme des équipements de sécurité connexes à la méthanisation. A ce titre elles ne sont visées par aucune rubrique. Il est enfin à noter que la torchère sera une installation de secours. Son fonctionnement correspond à un mode dégradé de l'installation. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir un suivi des émissions de cet équipement.

4) Impact sur les eaux superficielles et souterraines

a) Impact quantitatif :

Sur le site d'implantation du méthaniseur aucun prélèvement d'eau dans le milieu naturel n'est prévu. Le projet n'aura donc pas d'impact sur la ressource en eau du point de vue quantitatif.

b) Impact qualitatif :

- Risques liés à l'exploitation :

Sur le site du méthaniseur, seules les eaux de ruissellement des voiries potentiellement souillées par des hydrocarbures seront rejetées dans le réseau de collecte des eaux pluviales de la ZAC après traitement par un séparateur hydrocarbures.

Une analyse annuelle des rejets sera effectuée par l'exploitant pour vérifier le respect des valeurs limites de rejet fixées par l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables aux méthaniseurs relevant du régime l'enregistrement.

Les eaux de toiture, des aires d'entreposage ou de lavage des véhicules seront collectées, stockées et réintégrées dans le process de méthanisation.

Les eaux usées seront rejetées au réseau d'assainissement de la ZAC pour être traitées à la station d'épuration de Chécy.

Pour faire face à un déversement accidentel de digestats sur le site, dû à un débordement ou à une perte d'étanchéité des infrastructures, le digesteur, le post-digesteur et les cuves de stockage d'intrants liquides seront situés dans une rétention réalisée par talutage du terrain. Cette rétention talutée sera dimensionnée pour retenir un volume d'environ 4 000 m³. Ce volume est supérieur au volume minimal à prévoir de 2 810 m³ correspondant au plus important réservoir sur cette zone (post-digesteur). L'étanchéité de cette cuvette de rétention sera réalisée soit par compactage des matériaux en place soit par compactage des sols en place après mélange avec de la bentonite ou d'argile afin d'obtenir une perméabilité du sol de 10⁻⁶ m/s. La solution sera défini suite à une étude géotechnique réalisée au moment de l'aménagement du site.

Le coefficient de perméabilité du sol dans l'emprise de la cuvette de rétention talutée et sa vérification après réalisation sont prescrits dans l'arrêté préfectoral.

- Risques liés à l'épandage des digestats:

Le gisement de digestats solides a été estimé par l'exploitant à 18 757 tonnes/an représentant un flux prévisionnel annuel de l'ordre de 145 tonnes d'azote et 58 tonnes de phosphore (P₂O₅).

Le gisement de digestats liquides considéré est de 3 184 m³ /an , ce qui correspond à un flux prévisionnel annuel de 18 tonnes d'azote et 3,7 tonnes de phosphore.

Globalement, le flux annuel à valoriser représentera jusqu'à 163 tonnes d'azote total et 62 tonnes de phosphore.

Les opérations d'épandage se dérouleront sur les communes d'ARTENAY, ASCHERES-LE-MARCHE, ATTRAY, BOUGY-LEZ-NEUVILLE, BOULAY-LES-BARRES, BUCY-LE-ROI, CERCOTTES, CHANTEAU, LA CHAPELLE-ONZERAIN, CHAUSSY, CHECY, CHEVILLY, CHILLEURS-AUX-BOIS, DONNERY, GIDY, HUETRE, INGRE, LION-EN-BEAUCE, LOURY, MARDIE, MAREAU-AUX-BOIS, MARNY-LES-USAGES, NEUVILLE-AUX-BOIS, OISON, ORMES, PATAY, REBRECHEN, RUAN, SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL, SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE, SAINT-LY-LE-FORÊT, SANTEAU, SARAN, SOUGY, SULLY-LA-CHAPELLE, TIVERNON, TRAINOU, TRINAY, VENNECY, VILLENEUVE-SUR-CONIE, VILLEREAU situées dans le département du Loiret (45), et les communes de DAMBRON, PERONVILLE, TERMINIERS situées dans le département de l'Eure et Loir (28).

Au total, 44 communes appartiennent au département du Loiret (45) et 3 communes appartiennent au département de l'Eure et Loir (28).

Les épandages des digestats sur les terres agricoles sont de nature à porter atteinte à la qualité des eaux superficielles ou souterraines du fait de l'entraînement de substances polluantes par les eaux.

Pour limiter ces entraînements, il est nécessaire

- de n'épandre que des digestats conformes ;
- d'exclure les parcelles trop pentues, trop proches des cours d'eau, points d'eau ou captages ;
- de limiter les apports aux périodes les moins favorables à la migration des polluants dans les sols ;
- de limiter les doses aux besoins des plantes ;
- d'adapter les doses en fonction des caractéristiques des sols.

Sur la base des quantités estimées de digestats liquides et solides et des paramètres agronomiques associés, le flux annuel d'éléments fertilisants à valoriser par épandage (azote et phosphore) a été déterminé dans un plan d'épandage.

L'étude indique que les teneurs en éléments-traces métalliques et en micro-polluants organiques des digestats sont inférieures aux teneurs seuils réglementaires en citant un organisme reconnu. Toutefois, des analyses seront réalisées avant épandage afin de s'assurer du respect de la réglementation et de préciser teneurs effectivement constatées dans les digestats. Les quantités annuelles à épandre sont de 163 060 kg d'azote et 62 060 kg de phosphore.

En fonction de la période et des pratiques culturales en place, le digestat est soit épandu soit stocké, dans une poche souple dédiée de 2 500 m³ (volume maximal) pour le digestat liquide et sur une plate-forme bétonnée pour le digestat solide. Les capacités de stockage offertes par ces dispositifs sont respectivement de 9 mois et de 5 mois. La capacité de stockage des digestats liquides permet de respecter les périodes d'interdiction d'épandage. Un stockage temporaire des digestats solides en bordure de parcelle est prévu par le pétitionnaire conformément à la réglementation.

Aucune superposition entre le plan d'épandage de la centrale biogaz de la Lugère et d'autres plans d'épandage n'a été identifiée par le pétitionnaire.

Pour chaque exploitation concernée par le plan d'épandage, un bilan de fertilisation (comparaison entre les apports par épandage et les exportations par les cultures) a été réalisé afin d'identifier les besoins en fertilisation. Les rendements retenus sont ceux fournis par les exploitants, selon leurs historiques. Au regard des capacités d'exportation en azote et en phosphore des plantes récoltées, le périmètre d'épandage est largement dimensionné pour valoriser la totalité des digestats solides et liquides issus du méthaniseur projeté.

Les dates et doses d'épandage retenues sont conformes au programme d'action de la zone vulnérable du département limitant les apports d'azote ammoniacal à 50 kg/ha (seuil réglementaire). Ces pratiques permettent de maîtriser les risques de pollution des eaux contre les apports de nitrates et de phosphore et de lutter contre l'eutrophisation du milieu.

5) Impact sur le trafic routier

Le trafic généré par l'activité du projet sera principalement lié aux livraisons des intrants et à l'expédition du digestat. Il est évalué comme suit :

	Hors période épandage (moyenne mouvements de véhicules/jour)	Pendant épandage (moyenne mouvements de véhicules/jour)
Poids lourds	14	30
Véhicules légers	6	6
TOTAL	20	36

Les poids lourds accéderont au site via la RD 2060, la RD 2152 puis la rue de Lugère.

Au regard du trafic actuel, le projet engendrera une augmentation du trafic routier suivant :

Axe	Part du trafic engendré par le projet			
	Hors période épandage		Pendant épandage	
	Tous véhicules	Poids lourds	Tout véhicule	Poids lourds
RD 2152	0,28%	2,18%	0,51%	4,67%

RD 2060 vers ORLEANS	0,04%	0,29%	0,07%	0,62%
RD 2060 vers MONTARGIS	0,10%	0,47%	0,18%	1,01%

6) Impact sur la production de déchets

L'activité principale du site étant le traitement des déchets organiques, l'impact de l'installation sur la production de déchets est plutôt positif. L'activité produira tout de même des déchets listés ci-dessus :

- huiles moteur et huiles de lubrification : 0,6 m³/an
- piles et accumulateurs : 15 kg/an
- déchets verts biodégradables : 50 m³/an
- déchets divers en mélange (DIB) : 1 t/an
- déchets d'emballage : 1 t/an
- charbons actifs : 5 t/an
- boues du séparateur d'hydrocarbures : 0,25 m³
- support organique de l'installation de traitement de l'air vicié : 150 m³/an

7) Impact sur la faune et la flore

L'installation sera implantée sur une parcelle de la ZAC n°3 du Parc Technologique d'Orléans Charbonnière. La parcelle retenue est actuellement cultivée. Les zones concernées par l'épandage sont également des parcelles en culture. Par conséquent l'intérêt floristique et faunistique de la zone d'implantation est très limité.

L'installation ne sera pas située à proximité immédiate d'une zone naturelle d'intérêt (Natura 2000 ZNIEFF...)

8) Impact sur les risques accidentels

Sur la base d'un retour d'expérience sur les principaux incidents ou accidents survenus sur des unités de méthanisation en France ou à l'étranger, l'exploitant a étudié les principaux phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur son site.

L'Analyse Préliminaire des Risques réalisée par l'exploitant l'a conduit à étudier plusieurs scénarios d'accidents susceptibles de se produire au niveau des installations projetées.

Quatorze phénomènes dangereux ont été modélisés, afin de définir les effets thermiques ou de suppression et les distances d'effets associées.

Le scénario majorant concerne l'explosion du container d'épuration qui produit un effet de surpression avec des effets irréversibles dans un rayon de 27 m. Les effets létaux ne sont pas atteints pour ce scénario.

Les modélisations réalisées démontrent pour les scénarios accidentels étudiés l'absence d'effets à l'extérieur des limites d'exploitation du projet.

VI- Présentation de la procédure suivie :

La société SARL Centrale Biogaz de Lugère a déposé le 18 octobre 2017 une demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une unité de méthanisation. Comme indiqué dans la partie II du rapport, cette demande a suivi la procédure initialement engagée, à savoir la procédure de demande d'autorisation environnementale et a été soumis à une évaluation environnementale à la demande de l'exploitant.

5.1 Enquête administrative :

Dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale, le dossier a fait l'objet d'une enquête administrative. Le tableau suivant présente les services consultés et résume leur avis.

Nom du service	Avis
DDT (police de	Dans son avis daté du 17 novembre 2017, la DDT indique que les propositions de

l'eau)	l'exploitant relatives à la valorisation agricole des résidus de la méthanisation sont conformes à la réglementation en vigueur. Toutefois, les parcelles retenues pour l'épandage des digestats du méthaniseur qui sont aussi référencées sur un autre plan d'épandage devront être retirées de l'un ou l'autre de ces plans pour assurer une meilleure traçabilité.
ARS	Par courrier en date du 21 novembre 2017 l'ARS a indiqué qu'elle n'émettrait pas d'avis sur le dossier.
DRAC (SRA)	Le service n'a pas émis d'avis.
SDIS	Dans son avis du 27 novembre 2017, le SDIS a indiqué ne pas avoir d'observation sur le dossier mais demande que l'exploitant prenne contact avec le SDIS pour confirmer l'emplacement final de la réserve incendie.
INAO	L'INAO dans son avis du 21 octobre 2017, précise que la commune de Marigny-les-Usages est située dans l'aire de production des IGP « Val de Loire » et « Volailles de l'Orléanais ». Le projet n'ayant aucune incidence sur les IGP, l'INAO a émis un avis favorable.
Région Centre Val de Loire	Le conseil régional dans son avis du 17 novembre 2017 a précisé <ul style="list-style-type: none"> • que se sont les dispositions du plan d'élimination des déchets ménagés et assimilés (PEDMA) du Loiret qui s'applique dans l'attente de l'adoption du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD). • Que le projet est conforme au objectif du PEDMA Il recommande que le projet soit soumis pour avis à la mission de suivi des épandages.
Sage Nappe de Beauce	Dans son avis du 23 octobre 2017, la CLE du SAGE Nappe de Beauce a indiqué que le projet ne présentait aucun incompatibilité avec le PAGD ou le règlement du SAGE.

5.2 Évaluation environnementale :

Dans le cadre de la procédure de l'évaluation environnementale, le projet a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale. Dans son avis en date du 6 juillet 2018, la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) a identifié 3 principaux enjeux dans ce dossier.

- Les émissions d'odeur susceptibles d'être générées par l'activité.
- Le risque de pollution des sols ou des eaux superficielles et souterraines du fait de l'épandage des digestats.
- Le risque accidentel lié à la production de gaz.

Elle considère que les études présentées dans le dossier de demande d'autorisation couvent l'ensemble des thématiques requises pour une étude d'impacts. Le dossier est jugé complet, de bonne qualité, bien illustré et bien rédigé. Pour autant, elle a émis trois recommandations :

Concernant la vulnérabilité des eaux superficielles et souterraines :

L'autorité environnementale recommande que soient effectuées une analyse plus précise des masses d'eau concernées et de leur situation vis-à-vis des paramètres nitrates, phosphore et pesticides, et la présentation de la situation des captages d'eau potable au regard des paramètres potentiellement impactés par l'épandage (nitrates, phosphore, potassium).

Cette présentation permettra d'identifier d'éventuels enjeux et la nécessité ou non de mettre en place des mesures supplémentaires au regard de la vulnérabilité éventuelle de ces ressources.

Cette analyse a été fournie par l'exploitant dans son courrier en réponse à la MRAE en date du 1^{er} août 2018.

Concernant la thématique des odeurs :

L'autorité environnementale recommande la définition d'un programme de suivi quantitatif de l'impact olfactif du projet, en plus du suivi du niveau olfactif perçu. Les modalités de réalisation de ces contrôles (fréquence, période, point de mesure...) devront être définies précisément afin de s'assurer de l'efficacité des mesures présentées dans toutes les situations et d'un impact limité tout au long de l'année.

Dans son courrier en réponse à la MRAE en date du 1^{er} août 2018, l'exploitant a indiqué qu'un état initial des odeurs perçues serait réalisé juste avant le démarrage de l'activité et un second sera réalisé dans l'année qui suit la mise en fonctionnement.

Concernant la thématique du trafic routier :

L'autorité environnementale recommande que l'étude des risques de congestion du trafic analyse spécifiquement les incidences potentielles du projet sur la RD 2152 et la RD 2060, de manière cumulée avec les autres projets connus dans l'aire d'étude depuis le dépôt du dossier d'autorisation environnementale.

Dans son courrier en réponse à la MRAE en date du 1^{er} août 2018, l'exploitant a fourni l'estimation de l'augmentation du trafic routier relatif à son activité cumulée à celle du projet Cosmetic Park. Cette augmentation est estimée à 9,7 % du trafic global sur la RD 2152 avec respectivement 9,2 % imputable au projet Cosmétique park et 0,5 % au projet de méthanisation.

5.3 Enquête publique :

Le projet a fait l'objet d'une enquête publique d'un mois qui s'est tenue du mardi 4 septembre 2018 au jeudi 4 octobre 2018 inclus. L'ensemble des 47 communes du Loiret et de l'Eure-et-Loire, concernées par le projet ont été consultées. Le dossier a été consulté 299 fois sur le site internet de la Préfecture.

Le Commissaire Enquêteur s'est tenu à la disposition du public, dans une salle de la Mairie de Marigny-les-Usages aux dates suivantes :

- Mardi 4 septembre 2018 15h00 à 18h00
- Vendredi 14 septembre 2018 9h00 à 12h00
- Jeudi 4 octobre 2018 16h00 à 19h00

Lors de ces permanences, le commissaire enquêteur a relevé une ambiance calme, malgré une forte affluence de personnes passionnés et fortement intéressés par le dossier. Durant l'enquête, 63 observations ont été portées sur les registres d'enquête.

Le Procès-Verbal des observations a été remis à Monsieur DUBOIS, chef de projet de VOL-v Biomasse, le mercredi 10 octobre 2018. Le mémoire en réponse a été transmis le mercredi 17 octobre 2018.

Dans son rapport, daté du 26 octobre 2018, le commissaire enquêteur indique qu'une grande partie des avis défavorables porte sur le choix de la situation géographique du projet.

Une pétition défavorable, recueillant 246 signatures a été déposée auprès du commissaire enquêteur. Cette pétition a fait suite à la distribution d'un document jugé anxiogène par le commissaire enquêteur sur les méthaniseurs.

Il ressort du rapport du commissaire enquêteur que c'est surtout l'emplacement du projet qui ne convient pas (trop proche des premières habitations).

Les craintes formulées concernent les problèmes d'odeurs, le bruit, la santé, le trafic routier, la sécurité, et l'impact sur le court de l'immobilier.

Le commissaire enquêteur après avoir pris connaissance du dossier, de l'intégralité des observations du public, des réponses du maître d'ouvrage au procès-verbal de synthèse qui lui a été remis, estime que, sans chercher à minimiser les possibles impacts et incidences de l'ouvrage, les mesures d'évitement, de réduction paraissent adaptées et proportionnées aux enjeux et risques.

Il a émis un **avis favorable** avec trois réserves.

Les réserves formulées par le commissaire enquêteurs sont les suivantes :

1) Etablir un cahier des charges avec les transporteurs fixant dans le détail les modalités de transport des intrants et des digestats (moyen de transport à utiliser, route à emprunter, respect des horaires, ect...)

- ce point est intégré dans le projet d'AP à l'article 2.2.1.

2) Le site de cette installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) est particulièrement isolé. Pour des raisons de sécurité, il convient de mettre en place une alarme contre les intrusions avec une vidéo surveillance. L'installation n'étant pas gardiennée est particulièrement vulnérable.

- ce point est intégré dans le projet d'AP à l'article 2.2.2.

3) Sur ce projet, l'intégration paysagère est quasiment inexistante, juste une faible haie du côté du chemin blanc : ce n'est pas satisfaisant : En bordure de route département, la métropole souhaite faire un modèle d'intégration avec la volonté de nombreux espaces verts et plantation d'arbres, à l'image des bâtiments du grand parfumeur ou du transporteur voisin. La métropole doit transposer ces modèle d'intégration paysagère dans la partie est du projet et créer un bois, cela prolongerait au nord le bois de Chapilou, le projet serait ainsi situé dans un effet de clairière. Les habitants des pavillon n'auraient plus d'impact visuel et les odeurs éventuelles seraient dispersées, ce doit être réalisé dans la mesure où sur 102 ha de la ZAC seulement 54 serait vendus.

- Ce point ne s'adresse pas directement à l'exploitant. L'agglomération «Orléans Métropole» a toutefois été interrogée sur cette proposition du commissaire enquêteur.

Dans sa réponse du 20 novembre 2018, Orléans Métropole a indiqué que la proposition du commissaire-enquêteur n'est pas compatible avec le découpage des îlots commercialisables prévus sur la ZAC 3 du PTOC. D'ailleurs, celle-ci remettrait en cause l'équilibre financier de l'opération de ZAC.

Toutefois, dans le cadre de la viabilisation de la ZAC dont les travaux devraient être engagés avant l'été 2019, il est prévu des aménagements paysagers importants. A ce titre, il sera possible de renforcer la bande paysagère en bordure de la rue de Lugère sur l'espace public sachant qu'un aménagement de ce type est déjà prévu sur la parcelle privée. Au Nord des parcelles, le long de l'Allée de la Pistole, une bande boisée est également d'ores et déjà prévue.

De plus l'emprise ciblée par le commissaire enquêteur pourrait accueillir des bâtiments dès 2021, ce qui aura pour effet de créer un écran acoustique, olfactif ou visuel beaucoup plus rapide que par la plantation d'arbres.

En complément, l'exploitant a indiqué que pour assurer l'intégration paysagère de son projet, il prévoit :

- d'implanter une bande boisée de 15 m au nord le long du chemin équestre et pédestre,
- d'implanter une haie arbustive sur les autres côtés du site,
- d'implanter une vigne viergesur les parois béton du bâtiment de stockage.

5.4. Avis des collectivités concernées

L'ensemble des 47 communes concernées ont été invitées à donner leur avis sur le projet dans le cadre de l'enquête publique.

11 collectivités ont émis un avis. Une synthèse des avis est présentée dans le tableau ci-dessous.

Collectivité	Avis	Commentaire de la collectivité
Aschères le Marché	Avis favorable	
Bougy les Neuville	Avis favorable	avec une crainte concernant les risques d'explosion,
Avis favorable	Avis favorable	Les élus estiment que non seulement les déchets peuvent être mis en valeur, mais qu'en plus cela permet d'améliorer l'indépendance énergétique, tout en aidant les exploitants agricoles pour les épandages de digestats. Ces usines sont donc un progrès technique non négligeable.
Chaussy	Avis défavorable,	La commune est déjà impactée par l'unité de méthanisation d'Escrennes et par un projet à Oison. La commune s'étonne d'être impactée par un projet à une quarantaine de kilomètres.

Communauté de communes Coeur de Beauce	Avis réservé,	La collectivité demande l'exclusion des parcelles sur la commune de Terminiers. Sur cette commune il y a un captage d'eau potable existant et Grenellisé et un bassin d'alimentation du captage est en cours de délimitation.
Communauté de communes de la Beauce Loirétaine	Avis favorable	
Cercottes	Avis favorable	
Neuville aux Bois	Avis favorable	
Trainou	Avis réservé	Inquiétude des élus sur l'épandage, plusieurs zones sont déjà utilisées pour des épandages.

Concernant le captage d'eau potable de Terminiers, l'exploitant a pris en compte les contraintes réglementaires existantes définies dans l'arrêté de déclaration d'utilité publique du captage. Si ces contraintes venaient à évoluer dans le cadre du classement du bassin d'alimentation du captage, ces contraintes s'imposeraient de fait à l'exploitant qui modifiera les parcelles du plan d'épandage.

Les épandages sur la commune de Terminiers concerne une seule exploitation, trois parcelles pour une surface épandue de 55 ha environ.

A ce jour, il n'est réglementairement pas possible d'imposer à l'exploitant de retirer les parcelles de la commune de Terminiers.

5.5. Conformité à l'arrêté ministériel du 12 octobre 2010

Comme indiqué dans le paragraphe II du rapport, au cours de l'instruction, le projet est passé sous le régime de l'enregistrement ICPE. Dans ces conditions, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2781-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Afin de vérifier la conformité de ses installations aux dispositions de l'arrêté ministériel, l'exploitant a réalisé un audit de conformité.

Celui-ci a permis de conclure que seules deux prescriptions n'étaient pas respectées :

- Celle de l'article 18II relative à l'accessibilité des engins à proximité de l'installation. En effet, l'arrêté prévoit qu'une voie "engins" soit maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation.

Dans le cas présent, la voie « engins » prévue d'une largeur comprise entre 4 m et 7 m ne sera pas aménagée sur tout le périmètre du site mais permettra aux services de secours d'accéder à toutes les installations à risque d'incendie du projet (stockage d'intrants solides, bâtiment principal, stockage de paille).

- Celle de l'article 23, relative aux moyens de lutte contre l'incendie. L'arrêté impose que les moyens de lutte contre l'incendie soient localisés à moins de 100 m de tout point du site.

La défense contre l'incendie de l'installation sera assurée par :

- une réserve incendie de 240 m³ située à environ 30 m de l'entrée du projet. Mais la distance de cette réserve aux différentes zones d'entreposage sera supérieure à 100 m mais inférieure à 200 m.

-En complément, un poteau incendie situé au croisement entre l'allée de la Pistole et la rue de Lugère, à environ 260 m à l'est du projet, permettra d'assurer un débit de 52 m³/h.

Ces deux points ont fait l'objet d'une demande d'avis du SDIS qui a indiqué que dans la mesure où le projet ne porte pas sur une grosse structure mais une série d'installations techniques, on peut accepter le projet tel que présenté, à partir du moment où les voies d'accès sont stabilisées et permettent le passage d'un poids lourd urbain. La réserve incendie devra obligatoirement être implantée à moins de 200 m des installations à défendre.

Ces deux particularités font l'objet d'aménagements à l'arrêté ministériel précisés dans l'arrêté préfectoral au chapitre 2.1.

VI-Conclusion :

Considérant :

- les éléments fournis par la société Centrale Biogaz de Lugère dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, ainsi que les avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire ;
- que les effets modélisés par le pétitionnaire suivant les scénarios identifiés dans l'étude de dangers restent confinés dans l'enceinte de l'établissement ;
- que les mesures envisagées par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation ainsi que ses réponses aux remarques formulées par les avis des services administratifs sont de nature à prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable assorti de trois réserves dont deux sont prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral soumis à la signature de M. le préfet et la troisième prévu dans le règlement de la ZAC;

l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques durant toute l'activité de l'unité de méthanisation projetée par l'exploitant sur le territoire de la commune de MARIGNY-LES-USAGES.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose de soumettre le projet d'arrêté préfectoral à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Conformément à l'article R.181-41 du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale doit être signé dans les deux mois à compter de la réception du rapport du commissaire-enquêteur par le pétitionnaire. Ce délai est toutefois prolongé d'un mois lorsque l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ou celui du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est sollicité sur le fondement de l'article R.181-39 du code de l'environnement.

Au vu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Loiret d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société Centrale Biogaz de Lugère, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, rédigé conformément aux articles L. 181-12 et R. 181-43 du code de l'environnement.

L'inspecteur de l'environnement

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret

Pour le directeur,

Signé

Copie à : SEIR